

Contributeurs : Associations familiales laïques de Paris (AFL Paris) et Confédération nationale des associations familiales catholiques (CNAFC)

Question 1 : Etes-vous favorable à l'introduction d'une clause de rendez-vous, permettant d'adapter si nécessaire la structure du TURPE 5 à l'issue de deux ans de mise en œuvre ?

Oui, cette hypothèse semble en effet prudente compte tenu des évolutions du système énergétique.

Question 2: Etes-vous favorable au principe du regroupement en BT, proposé par ERDF ?

Ce principe mériterait en effet d'être expérimenté. Il semble en effet intéressant, alors que l'on légalise et réglemente actuellement les réseaux fermés de distribution, d'ouvrir une telle possibilité, en BT, de tels regroupements proposés par les GRD.

Question 3 : Si vous êtes promoteur immobilier ou gestionnaire d'immeuble, seriez-vous intéressé par la mise en place de ce dispositif ? Sous quelles modalités ?

Pas d'avis.

Question 4 : Etes-vous favorable au lissage de l'augmentation de la part puissance prévue en BT \leq 36 kVA ?

Nous sommes réservés : ce lissage génèrerait pour les très fortes puissances en résidentiel (entre 18 et 36 kVA) une économie payée par les clients disposant de petites puissances, très majoritaires. En abaissant le coût lié à la puissance pour ces clients on risque de donner un signal négatif : abondance de l'électricité et baisse de l'abonnement. Les $\frac{3}{4}$ des clients bleus résidentiels sont en 6 et 9kVA mais même si l'impact de ce lissage a un faible coût pour eux, le principe nous semble contestable. Les résidences secondaires chauffées à l'électricité, qui ont beaucoup de kW et peu de kW/h bénéficieraient à plein de cet avantage, que l'on peut considérer comme un effet d'aubaine, alors que tout le contenu de la consultation cherche à réduire ces effets.

Question 5 : Quelle est votre analyse de la méthode d'allocation des coûts de réseau proposée par la CRE ?

Elle est de nature strictement financière.

Question 6 : êtes-vous favorable à la prise en compte progressive de l'évolution de la répartition des coûts entre HTA, BT > 36 kVA et BT \leq 36 kVA ?

On voit que la saisonnalité du résidentiel ne cesse augmenter par rapport au tertiaire et à l'industriel. On y voit que la part du résidentiel augmente plus. L'approche est donc logique, même si elle est difficile à comprendre et à accepter pour les clients résidentiels, dont les choix sont forcément limités.

Question 7 : Etes-vous favorable à l'utilisation de la méthode spécifique proposée par la CRE pour la construction du tarif BT LU ?

Cette méthode a le mérite d'éviter les effets d'aubaine pour les consommateurs thermosensibles. Cependant, on peut s'étonner que les bénéficiaires de ce tarif BT LU ne disposent pas de compteurs, et que leur consommation soit donc estimée. S'agissant d'usages spécifiques tels qu'éclairage

public et mobilier urbain, on peut malgré tout s'interroger sur le signal donné par un tel tarif. Incite-t-il par exemple les collectivités concernées à des comportements vertueux en matière d'éclairage urbain ? Quelle exemplarité lorsqu'on demande aux consommateurs résidentiels de la rigueur par rapport aux exigences de la relève des compteurs, ou qu'on les incite à moins consommer en période de pointe par l'élaboration de tarifs incitatifs ? Puisque chaque point est rattaché à un compteur, il faudrait vérifier la part de ce forfait dans la consommation totale de la collectivité. Et regarder si le réglage du compteur ne devrait pas être mis à une très faible puissance pour s'assurer qu'il n'y a pas d'usage abusif ? A quelle puissance est réglé le disjoncteur qui gère ces équipements, est-il réglé à une intensité cohérente avec le forfait ?

Question 8 : êtes-vous favorable à la mise en œuvre progressive, à un rythme annuel, du recalage lié à l'introduction d'un tarif à quatre plages temporelles ?

Ce recalage peut inciter les clients équipés de chauffage électrique à modifier leur comportement par le biais de l'utilisation d'une énergie de substitution, mais on ne peut le dire avec certitude dans la mesure où la consultation ne présente pas les chiffres comparant les coûts actuels aux prévisions., en ajoutant les coûts des fournisseurs et les taxes, différentes selon que l'on est en HP ou en HC.

Question 9 : êtes-vous favorable à la forme des grilles proposée en HTB3 ?

Pas d'avis.

Question 10 : êtes-vous favorable à la forme des grilles proposées en HTB2 et HTB1 ?

Pas d'avis.

Question 11 : avez-vous des remarques à formuler sur les grilles tarifaires proposées par la CRE pour les domaines de tension HTB3, HTB2 et HTB1 ?

Pas de remarques.

Question 12 : êtes-vous favorable à la proposition de la CRE de maintenir une tarification à la puissance souscrite ?

Pas d'avis.

Question 13 : êtes-vous favorable à la proposition de la CRE de maintenir le modèle quadratique actuel pour la facturation des dépassements en HTB2 et HTB1 ?

Pas d'avis.

Question 14 : êtes-vous favorable à la proposition de la CRE consistant à autoriser la modification de puissance en cours de mois uniquement pour l'avenir avec un préavis de 3 jours ?

Tout à fait favorables.

Question 15 : êtes-vous d'accord avec l'analyse de la CRE concernant les propositions de RTE destinées aux industriels ?

Tout à fait d'accord, il ne serait pas concevable d'autoriser un traitement différencié selon les catégories de consommateurs.

Question 16 : êtes-vous favorable à la première proposition de la CRE consistant à recentrer l'application du dispositif d'écêtement grand froid sur les périodes de froid rigoureux ?

Oui.

Question 17 : êtes-vous favorable à la seconde proposition de la CRE visant à limiter l'application du dispositif d'écêtement grand froid aux seules situations de froid rigoureux où l'aléa climatique est localement plus fort qu'au niveau national ?

Cette proposition nous semble peut-être trop limitative pour certaines ELD, qui, comme le relève la consultation, sont dépendantes de l'aléa climatique local. Il nous semble que ce paramètre devrait conduire à prendre en compte la situation locale de grand froid, lorsque celui-ci est avéré, sans référence à la situation nationale.

Question 18 : Etes-vous favorable à la proposition de la CRE consistant à étendre la période d'application des dépassements ponctuels programmés à l'ensemble de l'année tout en excluant les périodes de pointe fixe et de pointe mobile fondée sur la période PP1 ?

Oui.

Question 19 : Etes-vous favorable à la proposition de RTE visant à permettre le report de charge pour les utilisateurs disposant d'au moins une autre alimentation principale ou d'une alimentation de secours ?

Pas d'avis

Question 20 : Etes-vous favorable à la proposition de la CRE consistant à créer un type de contrat amont J-1 sur le modèle de celui existant pour les producteurs afin d'appliquer les nouvelles dispositions de reports de charge ?

Pas d'avis.

Question 21 : Avez-vous des remarques sur les nouvelles règles proposées ?

Pas d'avis.

Question 22 : Faut-il prévoir des modalités transitoires pour l'application de ces nouvelles règles ?

Pas d'avis.

Question 23 : Etes-vous favorable à la forme des grilles proposée en HTA ?

Pas d'avis.

Question 24 : Avez-vous des remarques à formuler sur les grilles tarifaires proposées par la CRE pour le domaine de tension HTA ?

Pas de remarques.

Question 25 : Etes-vous favorable à la forme des grilles proposée en BT > 36 kVA ?

Pas d'avis.

Question 26 : Avez-vous des remarques à formuler sur les grilles proposées par la CRE pour le domaine de tension $BT > 36 \text{ kVA}$?

Pas de remarques.

Question 27 : Etes-vous favorable aux modalités envisagées par la CRE pour la mise en place d'un tarif à quatre plages temporelles en basse saison $\leq 36 \text{ kVA}$?

Nous sommes réservés quant à la mise en place du tarif à quatre plages temporelles. Nous comprenons que ce tarif permet de mieux refléter les coûts de réseau selon la saison. Mais cela se fera au détriment des clients thermosensibles captifs car n'ayant pas le choix de leur résidence hivernale, qui paieront pour les autres. C'est la raison pour laquelle nous ne sommes pas favorables aux modalités envisagées par la CRE, à défaut d'informations plus précises sur l'impact de ce tarif en termes de souscriptions par les clients disposant d'un chauffage électrique. La vraie question sera l'appétence des clients pour ces tarifs, et la manière dont on saura leur donner envie de souscrire, par la mise en place d'une vraie politique incitative (subvention à l'équipement biénergie par exemple).

Question 28 : Etes-vous favorable au maintien de la possibilité de souscrire la puissance par pas de 1 kVA pour les utilisateurs équipés d'un compteur adéquat ?

Oui, c'est en effet un des avantages permis par les compteurs communicants, par une meilleure connaissance de la puissance maximale appelée. Il serait anormal que le consommateur ne puisse pas en tirer les conséquences en termes de puissance, et donc de coût d'abonnement.

Question 29 : Etes-vous favorable à la suppression des plages de puissance en $BT \leq 36 \text{ kVA}$?

Oui, par cohérence avec la réponse à la question 28

Question 30 : Avez-vous des remarques à formuler sur les grilles proposées par la CRE pour le domaine de tension $BT \leq 36 \text{ kVA}$?

Comme cela a été le cas pour les prestations particulières, il semblerait logique que les consommateurs ne disposant pas de compteurs communicants, ce qui n'est pas de leur fait mais simplement en raison du calendrier de déploiement, ne soient pas pénalisés par rapport à ceux qui en disposent. A notre sens, il serait souhaitable de veiller à atténuer les inégalités générées entre consommateurs.

Question 31: Etes-vous favorable à la tarification des dépassements de puissance telle que proposée par la CRE ?

Non. Puisque ces dépassements « extrêmes » selon les termes utilisés par la CRE sont rares, et liés principalement « à un mauvais ajustement de la puissance souscrite », la réponse apportée ne nous semble ni adéquate, ni pédagogique. Qui plus est, il nous semble qu'une telle dérogation à la couverture des coûts n'est pas justifiée.

Question 32 : Etes-vous favorable à la suppression de la composante de dépassements ponctuels programmés en HTA ?

Oui.

Question 33 : Etes-vous favorable à une composante de comptage unique pour tous les utilisateurs non-propriétaires de leur compteur en $BT \leq 36 \text{ kVA}$?

Oui, la différenciation ne nous paraît pas justifiée.

Question 34 : Etes-vous favorable à la création d'une composante de gestion unique et spécifique aux auto-producteurs ?

Nous n'y sommes pas défavorables, à condition bien entendu que l'évaluation de la composante unique corresponde à la réalité des coûts de gestion.

Question 35 : Etes-vous favorable à la mise en place d'une composante tarifaire de gestion unique, les conditions de rémunération des fournisseurs par les GRD au titre de la gestion de la relation contractuelle avec les utilisateurs étant par ailleurs définies dans les contrats et protocoles liant les GRD et les fournisseurs ?

Nous avons fait part de notre désapprobation quant à la convention de rémunération conclue entre ERDF et Direct Energie. Cela étant, et dans la mesure où cette rémunération est validée par différentes instances ou juridictions, nous ne pouvons que nous y soumettre. Cependant, nous ne pouvons accepter que la rémunération des fournisseurs soit déterminée par des conditions d'une part soumises à la négociation entre distributeur et fournisseurs, d'autre part basée sur des coûts variables liés à l'efficacité et à la technicité des fournisseurs concernés. En d'autres termes, si rémunération il doit y avoir, celle-ci doit être identique pour tous, le principe de « régulation asymétrique » ne nous paraissant pas acceptable dans le cadre d'un marché ouvert. Par ailleurs, il va de soi que la généralisation de ce principe et de sa mise en œuvre pour tous les fournisseurs ne saurait entraîner des coûts supérieurs pour les consommateurs soumis au contrat unique. Par conséquent, la rémunération des fournisseurs doit être fermement encadrée et contrôlée par la CRE

Question 36 : Le cas échéant, êtes-vous favorable à l'encadrement par la CRE de la rémunération des fournisseurs par les GRD ?

Comme indiqué ci-dessus, nous demandons instamment à ce que la rémunération des fournisseurs par les GRD soit calculée et contrôlée par la CRE. Les consommateurs bénéficiant du contrat unique ne doivent pas subir les conséquences de cette disposition, il ne saurait y avoir double rémunération pour la gestion de leurs contrats. Nous profitons par ailleurs de cette question pour rappeler que l'avis du CSE a demandé à ce qu'un audit et un bilan de la mise en place de cette rémunération conventionnelle conclue entre ERDF et Direct Energie pendant plus de 3 ans soient réalisés par la CRE, ce qui permettra de définir le juste prix de ces prestations. Nous demandons également que les conclusions de ces études soient portées à la connaissance de tous les acteurs, et notamment de ceux qui sont directement concernés : les consommateurs, avant toute détermination de composante de gestion et de rémunération des fournisseurs.

Question 37 : Dans la perspective d'un encadrement par la CRE de la rémunération des fournisseurs par les GRD, quelles modalités de rémunération seraient les plus adaptées ?

Nous constatons que la CRE pose deux hypothèses : la première où la rémunération du fournisseur serait la même quel que soit le nombre de clients ; la CRE indique que cette solution aurait pour conséquence des prix plus élevés pour les fournisseurs ayant peu de clients en contrat unique. La deuxième solution reprend de fait le principe de « régulation asymétrique », où les fournisseurs ayant peu de clients percevraient une rémunération plus importante que les autres. C'est ce que nous voyons dans la convention conclue entre ERDF et Direct Energie, qui prévoit un plafonnement de la rémunération à 1 700 000 clients. Il nous semble que cette solution constitue de fait une subvention au bénéfice des fournisseurs nouveaux entrants sur le marché. Sans méconnaître les exigences d'ouverture du marché posées par la Commission Européenne, nous ne pouvons souscrire à une telle solution. L'ouverture du marché ne se décrète pas en favorisant les nouveaux entrants

par un dispositif quelconque. Seule la qualité et le prix d'une offre peuvent convaincre un consommateur de changer de fournisseur. Et encore faudrait aussi s'interroger sur les motivations qui amènent certains consommateurs à changer de fournisseur... Enfin, nous nous interrogeons sur les surcoûts que subiraient les « petits » fournisseurs, à l'heure du numérique, par rapport à leurs concurrents plus « gros ». Ces surcoûts qui ont présidé à la mise en place de la convention précédemment évoquée mériteront d'être calculés de manière précise. Nous sommes donc favorables à une rémunération identique pour tous, calculée et contrôlée par le régulateur.

Question 38, 39 : pas d'avis